

Instabilité

Didier Spire

Didier Spire
Rédacteur en chef

Comprendre est le premier pas permettant de réagir à la complexité du monde. C'est aussi la tâche première pour éliminer l'anxiété qui naît de la perte de sens et de valeurs de nos sociétés.

Car nous sommes dans un monde où l'imprévisible domine largement sur le probable, un monde où la condition humaine est en déséquilibre. « Les générateurs de puissance priment sur les générateurs de sens » écrivait récemment Georges Balandier [1]. Nous sommes immergés au sein de dispositifs techniques et socio-économiques si nombreux qu'ils compliquent nos réflexions et donnent l'impression de voir se rompre sous nos yeux d'anciennes évidences.

Sans limites, un monde sous contrôle de forces invisibles se construit. La mondialisation, que nous subissons, dynamise des économies, en détruit d'autres, met les entreprises en réseau et donne une puissance considérable à l'argent. Elle soumet la planète entière à la loi du marché en réduisant les distances. Mais loin d'y inclure les cultures humaines, elle les réduit ou les élimine, ce qui conduit à un appauvrissement sans précédent des systèmes symboliques, facteurs de lien social, de solidarité et d'échanges.

Les conséquences culturelles de cet appauvrissement se traduisent par l'incertitude et l'instabilité, éléments d'une crise existentielle profonde. La démocratie, pendant ce temps, semble soumise à des dirigeants-abstractions qui s'intitulent « marché financier, taux d'intérêt,

« L'an passé nous étions au bord du gouffre, cette année nous avons fait un grand pas en avant. »

Un ministre inconnu.

cours des matières premières, indices statistiques ».

Le marché des huiles en Inde

Voici un exemple significatif d'une régression, tant rurale que culturelle, due à la mondialisation.

En 1999, dans la ville de New Delhi, toutes les marques d'huiles locales furent interdites à la vente, à la suite d'une affaire d'huile de moutarde frelatée. L'huile de moutarde est une des matières grasses les plus utilisées dans l'Inde du Nord. Dans le même temps, toutes les restrictions aux importations d'huile de cuisine furent supprimées par le gouvernement. Les importations de soja et d'huile de soja furent libéralisées. En une saison, tous les agriculteurs producteurs d'oléagineux (moutarde, arachide, sésame...) perdirent leur marché. L'ensemble de la production et de l'industrie de transformation d'huiles comestibles indiennes fut anéanti. Des milliers de petits moulins fermèrent leur porte.

Depuis, les prix des oléagineux se sont effondrés. Les agriculteurs ne peuvent même pas récupérer leurs investissements. Le sésame, le lin, la moutarde disparaissent des champs au fur et à mesure que le soja d'importation, subventionné et vendu à bas prix, inonde le marché indien.

L'ensemble de ces importations s'est élevé à 3 millions de tonnes en un an et son coût à un milliard de dollars (d'où une aggravation de la situation de la balance des paiements du pays). Des paysans qui manifestaient contre l'effondrement de leur marché furent tués.

Ces faits, rapportés par Vandana Shiva, fondatrice et présidente de la Fondation de recherche pour la science, la technologie et l'écologie, et militante réputée en Inde, illustrent à merveille les effets d'instabilité que provoque la mondialisation de l'économie et les risques qu'endossent toutes les agricultures locales face et sous la pression de cette mondialisation.

Ce qui frappe, tout d'abord dans cet exemple, c'est le changement de signification de l'espace en même temps que la rapidité du phénomène. Certaines personnes deviennent totalement « mondiaux », tandis que d'autres sont cloués à leur localité. Mais les meneurs de jeu sont les « mondiaux ». Les élites mondialisées qui dirigent sont devenues extérieures et indépendantes des lieux régionaux du pouvoir politique et culturel, ce qui a pour conséquence la perte de pouvoir de ces derniers. Exister localement dans un univers mondialisé devient alors un risque de plus en plus grand de dépossession sociale. On s'en rend compte aujourd'hui dans les entreprises industrielles locales comme dans les agricultures, au Sud et au Nord.

L'enjeu économique moderne, c'est le droit de définir et d'imposer la signification de son espace.

L'annulation des distances spatio-temporelles, donc, loin d'entraîner une homogénéisation des modes de vie, a tendance à les opposer.

Il faut ajouter, et on le voit bien dans notre exemple d'huile de moutarde, que grâce à la mondialisation des réseaux de production et à la vitesse de diffusion des informations, les firmes industrielles transnationales sont capables de déplacer très rapidement leurs activités dans le monde, selon les occasions d'investissement ou de vente conduisant au meilleur profit. Un an aura suffi pour conquérir le marché de l'huile de table en Inde.

La mondialisation renvoie ainsi au caractère anarchique, imprévisible et autonome de cette nouvelle économie incontrôlable et incontrôlée qui commande l'économie mondiale.

Nous pouvons observer aussi, dans l'affaire des huiles indiennes, l'effet

déstabilisant de la mondialisation sur la capacité de décision d'un État. La politique sociale, dans le passé, reposait sur l'idée qu'un état ou une région était capable de contrôler et défendre les biens de ses citoyens. Aujourd'hui, une faille est en train de séparer l'économie et la politique. La vitesse de déplacement de l'économie est telle qu'elle a le plus souvent un temps d'avance sur toute réaction politique qui tenterait de s'opposer à l'intérêt particulier d'une firme. À cause de la liberté de mouvement du capital et de la finance, l'économie échappe progressivement à tout contrôle politique. Lorsque les transactions financières, purement spéculatives, de devises atteignent un volume de 1 300 milliards de dollars par jour, ce qui est presque équivalent aux 1 500 milliards de réserves de toutes les banques mondiales du monde, comment espérer qu'un État puisse résister à quelques jours de spéculation ?!

Ouvrir largement sa porte et abandonner toute idée de politique économique autonome, telle est la seule solution offerte aux États s'ils veulent obtenir par la suite des avantages financiers dans le nouvel ordre mondial... Et alors la marchandisation du monde fait le reste et détruit les capacités de résistance nationale. La loi de l'économie devient celle du politique.

Les décisions économiques importantes sont alors prises non plus par un gouvernement, une assemblée, une collectivité nationale, régionale ou locale, mais par quelques personnes détentrices d'un pouvoir partagé par consentement mutuel. « J'ai toujours pensé, disait McNamara, ex-président de la Banque mondiale, que plus une question est importante, moins nombreux doivent être ceux qui prennent les décisions. »

Or, la pensée des preneurs de décision repose sur des concepts, des critères et des choix proposés par des économistes dont la seule boussole est un raisonnement économique basé sur la rentabilité. On peut en voir les conséquences désastreuses dans le domaine agricole qui nous intéresse : l'exclusion, l'éviction de nombreuses exploitations rurales jugées « non rentables ».

Le retour à la barbarie est la conséquence inévitable de l'application de ces seuls principes économiques et de la non-prise en compte des problèmes sociaux qu'ils provoquent.

« Une société devient barbare, écrit Albert Jacquart, quand elle admet que

certains de ses membres sont "de trop". Le seul critère de réussite d'une collectivité devrait être sa capacité à ne pas exclure et à redonner à chacun le sens de sa dignité et de son utilité. »

Le marché mondial contre l'économie locale

Les théories économiques de la mondialisation ne fixent aucune borne à l'extension des marchés. La marchandisation doit pouvoir pénétrer tous les recoins de la vie. Le champ de l'analyse économique s'étend alors à l'ensemble des comportements humains et des décisions qui y sont associés. L'échange marchand international devient alors la seule raison du lien social. Tous les aspects de la vie sont à transformer en marchandise : la culture, la bio-diversité, la nourriture, l'eau, l'éducation, la santé, jusqu'aux gènes de l'Homme.

Cette marchandisation ne veut ni contraintes ni frontières.

Elle prône donc la libéralisation des échanges.

Mais cette libéralisation des échanges signifie dans le domaine agricole surtout, la mise en concurrence de systèmes de production inégalement productifs. Selon Marcel Mazoyer, actuellement, le rapport de productivité entre pays pauvres et pays riches est de 1 à 500. Le combat est perdu d'avance. La mondialisation des systèmes agricoles et alimentaires devient ainsi synonyme de mainmise des grandes firmes sur la chaîne alimentaire et d'érosion du droit à disposer de la nourriture de son choix et de perte de la diversité biologique des cultures.

Le libre-échange agricole mondial conduit enfin à l'exode rural. C'est la plus grande fabrique d'exilés et de réfugiés du monde. Le mal est d'autant plus grave que les habitants des zones rurales du Sud tirent encore leur force économique, mais aussi culturelle et spirituelle de leur appartenance à un lieu où ils habitaient et travaillaient.

Bien entendu, dans des opérations de marchés, telles que celle des huiles de soja en Inde, l'économiste se refuse à comptabiliser les coûts sociaux de l'opération. Si l'on pouvait chiffrer la destruc-

tion des foyers, les vies brisées, les réactions de violence et la décadence de la culture, peut-être aurait-on une meilleure évaluation du coût réel des opérations menées par les firmes transnationales !

Des solutions existent

La première opération à mener devrait être de revivifier les économies locales basée sur l'agriculture. Les espoirs de recomposition du tissu social ne peuvent reposer que sur la réinsertion de l'économie dans le social. La localisation économique nécessite aussi une adaptation à la diversité tant technique que culturelle et biologique. En ce sens, aucun plan d'action général ne peut être proposé à l'avance.

Pour réussir une « relocalisation », ou maintenir les cultures en place, la protection des agriculteurs doit être considérée comme une absolue nécessité et un impératif de la sécurité alimentaire et de l'agriculture durable.

Il est nécessaire de s'opposer aux règles actuelles de l'OMC qui contribuent à l'anéantissement des agricultures locales, qu'il s'agisse de soutien interne à la production, d'accès au marché ou de subventions à l'exportation, les règles de l'OMC préservent et accroissent l'aide destinée aux grandes firmes et contribuent à réduire celle destinée aux petits paysans et aux communautés rurales. Il faut donc des changements profonds dans les accords agricoles allant dans le sens de la protection de la petite paysannerie.

Favoriser une adaptation régionale est une des tâches premières de la revitalisation des économies locales. Cela passe par la diversification en matière agricole et par la diversité, comme nous l'avons toujours dit dans *Agricultures*, des recherches en agronomie. Cela nécessite aussi le renforcement d'une démocratie participative et des limites fixées par le pouvoir politique aux grandes sociétés internationales.

Cela oblige enfin à repenser l'éducation, souvent trop spécialisée ou mal adaptée, à travers une formation agricole adéquate et des techniques appropriées.

Une autre forme de mondialisation pourrait apparaître, mais à la condition d'observer davantage de règles éthiques de citoyenneté, dans un cadre stabilisé et mieux régulé. En somme, un code de la route cohérent et valable pour tous. Il faut avancer l'idée d'une économie respectueuse de la communauté.

Quand nous renonçons à notre aptitude à produire par nous-mêmes, quand l'autorité est séparée de la responsabilité, quand ceux qui prennent les décisions ne sont pas ceux qui en risquent les conséquences, la sécurité de chacun est compromise, l'instabilité survient.

Mais le changement de direction est encore possible et l'on peut, selon la formule de Gramsci, tempérer le pessimisme de sa raison par l'optimisme de la volonté, et j'ajouterai celle du cœur ■

Didier Spire

1. Balandier G. Le Grand système. Paris : Éditions Fayard, 2000.